agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/GUINEE BISSAU - Encore aucune réaction des putschistes à l'ultimatum de la CEDEAO

Bissau (Agence Fides) - A Bissau, on ne note encore aucune réaction à l'ultimatum lancé hier par la CEDEAO à la junte militaire qui a pris le pouvoir en Guinée Bissau par un coup d'Etat le 12 avril dernier. « Nous ne savons même pas si la délégation qui représentait la Guinée Bissau dans le cadre du Sommet de la CEDEAO d'Abidjan est rentrée » déclare à l'Agence Fides le Père Davide Sciocco, PIME, Directeur de Radio Sol Mansi.
« Nous sommes nous aussi à la chasse aux nouvelles mais jusqu'ici, nous n'avons enregistré aucune réaction » déclare le Père Sciocco. « La situation est calme mais le pays semble bloqué : les écoles et les édifices publics sont fermés. Les traitements des fonctionnaires ne seront pas versés tant qu'il n'y aura pas un nouveau gouvernement ».
Au terme du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique occidentale (CEDEAO), qui s'est achevé le 26 avril à Abidjan, un ultimatum a été lancé à la junte putschiste de Bissau. Si, dans les 72 heures, les auteurs du coup d'Etat n'ont pas procédé à la restauration de « l'ordre constitutionnel », des sanctions ciblées seront prises à leur encontre, ainsi que des sanctions diplomatiques, économiques et financières vis-à-vis de la Guinée Bissau.
Le Sommet de la CEDEAO a par ailleurs traité de la crise malienne, le pays étant secoué par l'annonce de la sécession du nord – qui se trouve entre les mains de différents groupes armés – et par le coup d'Etat militaire du 22 mars. Il a été décidé d'accorder une période de 12 mois au cours de laquelle se poursuivra la transition ayant débuté avec la signature de l'accord du 6 avril entre les représentants de la CEDEAO et les putschistes. Sur la base de ces accords, un nouveau gouvernement conduit par le Premier Ministre, Cheick Modibo Diarra, a été formé le 25 avril. La CEDEAO a demandé aux militaires « de retourner dans leurs casernes » et de libérer les personnalités qu'ils ont arrêtées après le putsch.
Est enfin prévu l'envoi d'une force militaire de la CEDEAO tant en Guinée Bissau qu'au Mali, « afin de défendre les institutions démocratiques » et, dans le cas du Mali, « pour préparer toute éventualité dans le cas d'utilisation de la force pour récupérer l'intégrité territoriale du pays ». (L.M.) (Agence Fides 27/04/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it